REPUBLIQUE FRANÇAISE - DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE - 2e CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives des 5 et 12 Mars 1967



HUBERT ANDRÉ

Exploitant Agricole
Délégué du Centre Libéral d'Indre-et-Loire
MAIRE DE NOIZAY

Candidat d'UNION Républicaine et Démocratique de Progrès Social

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Gui PADIEU

Chevalier du Mérite Social
Ingénieur Agronome
Ancien Administrateur de la Caisse de Sécurité Sociale de Paris
Ancien Directeur de Sociétés
MAIRE DE CINQ-MARS-LA-PILE

Electrices, Electeurs,

Nous présentons à vos suffrages une candidature de **large union** républicaine et démocratique de progrès social.

Républicains : pour défendre les intérêts profonds du peuple français, aucun parti et aucun dirigeant politique ne peut s'approprier à son seul bénéfice le choix exprimé par la très grande majorité des Français **en faveur de la Ve République.**

Démocrates : pour éviter qu'à quelque échelon que ce soit, conseillers municipaux, maires, conseillers généraux, députés et sénateurs, abandonnent leurs pouvoirs au seul profit d'une technocratie anonyme et irresponsable.

De progrès social : à notre époque, il y a encore trop de misère (par exemple les vieillards), et trop d'injustices (par exemple les agriculteurs), et la prospérité nationale ne participe pas suffisamment à l'accroissement du niveau de vie de chaque Français.

De large union : notre candidature ne se manifeste pas dans le cadre d'un parti traditionnel ancien ou nouveau. Les états majors de ces partis ne se sont pas orientés vers une candidature unique.

Pour réaliser cette union, souhaitée par de nombreux électeurs, nous nous présentons **AU-DESSUS DES FORMATIONS POLITIQUES,** afin de mieux permettre une réunion de ces dernières. Nous y avons déjà en partie réussi, car nous avons à la fois le soutien :

— **du CENTRE DEMOCRATE ET REPUBLICAIN**

— **des LIBERAUX ET AMIS de M. Pierre MARCILHACY**

— **de l'ALLIANCE REPUBLICAINE POUR LES LIBERTES ET LE PROGRES**

— **des MILIEUX RURAUX que nous avons l'honneur de représenter.**

Un programme politique pour la France

Institutions :

La gestion de l'Etat doit s'inspirer d'un esprit libéral et respectueux des procédures démocratiques. L'équilibre du pouvoir exige une décentralisation au bénéfice des prérogatives des collectivités régionales, locales et professionnelles.

Economie :

Pas de dirigisme paralysant et tracassier, ni d'abus de la part des administrations. Défense de la liberté d'entreprise. Condamnation de la dégradation de la monnaie qui ne profite qu'à quelques privilégiés.

Impôts :

La contrainte et la paperasserie fiscale sont insupportables. Les dépenses de l'Etat doivent être comprimées ; le budget de la France ne peut pas être consacré en majorité à des dépenses improductives. La part affectée aux collectivités est à renforcer.

Sécurité Sociale :

Simplification des formalités. Décentralisation des organismes. Equilibre du budget. Revalorisation des prestations en faveur des personnes âgées et des anciens combattants, sans discrimination.

Amnistie et indemnisation des rapatriés.

Logement :

Priorité à cette préoccupation principale de beaucoup de Français. Suppression des formalités administratives qui font obstacle à la construction de maisons individuelles.

Enseignement :

Modernisation des écoles et des enseignements. Développement de l'enseignement technique et des écoles spécialisées. Réformes en faveur de l'apprentissage.

Equipement :

L'infrastructure du pays est insuffisamment développée ; un effort prioritaire est à consacrer aux autoroutes, aux téléphones, à l'équipement hospitalier.

Agriculture :

Le sort des agriculteurs est à reconsidérer dans un esprit fondamental de justice sociale et d'intérêt national. La parité du revenu de l'agriculteur doit être rétablie. La modernisation des exploitations doit être rendue possible sans endettement écrasant.

Politique étrangère :

Tout doit être entrepris pour préserver la paix, consolider nos alliances, construire une Europe Unie. Aucune nation n'est en mesure d'assurer sa défense par ses seules forces

Tels sont les éléments d'une politique à la fois libérale et sociale, tournée vers l'avenir de la France, de notre département et de nos cantons.

La candidature du plus jeune maire de la circonscription constitue un acte de solidarité à l'égard des jeunes électeurs, et un appel aux solutions à donner aux problèmes de la jeunesse.

Son suppléant, par sa grande expérience, et les responsabilités qu'il a assumées depuis de longues années, représente une précieuse garantie d'efficacité.

L'équipe constituée par ces deux candidats sera le meilleur soutien des électeurs, tant à l'échelon départemental que national.

Vous pouvez leur faire confiance !..



Vu le candidat :
Hubert ANDRE

Le remplaçant éventuel :
Gui PADIEU

CHATEAU-RENAULT - IMP. BOUTET